



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Production de vidéos de cours et d'animations  
ainsi que de podcasts pour les formations e-  
learning du Cnam**

---

CCAP N° M25-009

**Conservatoire national des arts et métiers**

292 Rue Saint Martin  
75141 PARIS CEDEX 03



## SOMMAIRE

Préambule .....	3
Article 1.    Objet du marché .....	3
Article 2.    Pièces contractuelles .....	3
Article 3.    Caractéristiques principales du marché .....	4
3.1.    Forme de contrat – technique d’achat .....	4
3.2.    Organisation du marché .....	4
3.3.    Clause de réexamen.....	4
3.4.    Réalisation de prestations similaires .....	4
Article 4.    Durée du marché et délai d’exécution .....	5
Article 5.    Prix .....	5
5.1.    Caractéristiques des prix .....	5
5.2.    Modalités de variation des prix .....	5
Article 6.    Modalités d’exécution du marché .....	6
6.1.    Généralités.....	6
6.2.    Suivi du marché.....	6
6.3.    Exécution financière.....	6
Article 7.    Règlement des comptes .....	6
7.1.    Répartition des paiements .....	6
7.2.    Généralités.....	7
7.3.    Délai global de paiement.....	7
7.4.    Paiement des cotraitants .....	8
7.5.    Paiement des sous-traitants .....	8
Article 8.    Conditions d’exécution des prestations .....	8
8.1.    Qualification du personnel .....	8
8.2.    Conditions d’exécution des prestations .....	8
8.3.    Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
Article 9.    Pénalités .....	9
9.1.    Généralités.....	9
9.2.    Vis-à-vis de la vie sociale de la société .....	9
9.3.    Non-respect du cahier des clauses techniques particulières .....	9
9.4.    Non-respect des délais.....	9
9.5.    Pénalité relative à la gestion administrative du marché.....	10
9.6.    Non-respect des effectifs et profils contractuels.....	10
Article 10.   Assurances .....	10
10.1.   Assurance de responsabilité civile et dommages aux tiers.....	10
Article 11.   Clauses de financement et de garantie .....	10
11.1.   Cautionnement et retenue de garantie .....	10
11.2.   Nantissement .....	10
Article 12.   Sous-traitance.....	11
Article 13.   Résiliation du marché .....	11
13.1.   Conditions de résiliation.....	11
13.2.   Résiliation anticipée .....	11
13.3.   Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
Article 14.   Règlement des litiges.....	12
Article 15.   Dérogations .....	13



# Préambule

Le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dépendant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'innovation. Son siège est situé au 292, rue Saint-Martin dans le 3ème arrondissement de Paris.

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

## Article 1.    **Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent le marché de production de vidéos de cours et d'animations ainsi que de podcasts pour les formations e-learning du Cnam. Ce marché concerne principalement Cnam Entreprises et la Direction Nationale des Usages Numériques. Toutefois, il n'est pas exclu que d'autres services du Cnam l'utilisent également.

Le cahier des clauses techniques particulières décrit en détail les prestations à exécuter pour le présent marché.

Lieu d'exécution des prestations :

Conservatoire national des arts et métiers  
292, rue Saint-Martin  
75 003 Paris

Les personnes en charge de veiller à l'exécution de ce marché au Cnam sont :

- Christel Franceschini, cheffe de projet e-learning B2B - Cnam Entreprises
- Sophie Guichard, directrice adjointe - Direction Nationale des Usages Numériques

## Article 2.    **Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes,
- Le mémoire technique du titulaire,

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS ), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021.

Concernant les pièces générales (CCAG), les pièces contractuelles sont les documents en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 5.2.

Les conditions générales de vente du titulaire ne s'appliquent pas au présent marché.



## **Article 3.      Caractéristiques principales du marché**

### ***3.1.      Forme de contrat – technique d’achat***

Le marché conclu est un accord-cadre à bons de commande sans minimum, mais avec un maximum à soixante mille (60 000) euros, passé sur le fondement des articles L2125-1 et R2162-1 à 6 du CCP.

Montant estimé du marché sur 4 ans :

- Soixante mille euros hors taxes (60 000 € HT).

Cette estimation financière inclut les besoins de Cnam Entreprises et de la Direction Nationale des Usages Numériques (et non ceux d’autres services du Cnam potentiellement intéressés par ce marché).

### ***3.2.      Organisation du marché***

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations qui seront effectuées dans le cadre du présent marché sont indissociables les unes des autres et représentent une unité fonctionnelle. La décomposition en lots entraînerait un découpage artificiel des prestations, rendrait l’exécution du marché difficile techniquement et, par conséquent, plus coûteuse conformément aux dispositions de l’article L2113-11 du CCP.

### ***3.3.      Clause de réexamen***

Le présent contrat pourra faire l’objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du CCP.

Le Cnam et le prestataire pourront négocier un avenant au présent marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- Si à la suite d’une modification de la réglementation en vigueur, d’une décision administrative impérative ou des autorités publiques, ou éventuellement jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l’exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s’avérerait nécessaire. Dans cette hypothèse, les parties s’engagent à l’accepter, dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.
- En cas d’évolution pendant la période d’exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l’objet du marché public par d’autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public conformément aux articles du CCP ci-dessus mentionnés.
- En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n’ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence.

Les parties s’engagent à négocier de bonne foi. En cas de désaccord persistant, les présentes stipulations continueront à s’appliquer et le Cnam conservera la possibilité de recourir à un autre prestataire, dans les conditions du présent CCAP.

### ***3.4.      Réalisation de prestations similaires***

Sur le fondement de l’article R2122-7 (marché négocié de prestations similaires) du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations complémentaires et/ou similaires.



## **Article 4.    Durée du marché et délai d'exécution**

Le marché prend effet à sa date de notification.

Sa durée est d'un (1) an, renouvelable 3 fois, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans. Conformément à l'article R2112-4 du CCP, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le marché sera reconduit automatiquement. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception, deux (2) mois avant la date anniversaire du marché (date de notification).

Une prolongation du délai d'exécution des prestations peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS. .

## **Article 5.    Prix**

### ***5.1.      Caractéristiques des prix***

Les prestations sont réglées par des prix unitaires en application de l'article R2112-6 du CCP et selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis hors TVA. Ils comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 10.1 du CCAG-FCS. Le taux de T.V.A est celui en vigueur au jour de la signature du marché. Il sera tenu compte des augmentations ou diminutions réglementaires, de même que des créations ou suppressions de taxes survenant pendant la durée d'exécution du marché.

Les prestations indiquées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement, sont réglées selon un prix unitaire appliqué aux quantités réellement consommées. Les bons de commande précisent la nature des travaux à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter. Les conditions souscrites par le titulaire tiennent compte des petits et grands déplacements éventuels, ainsi que des sujétions liées à l'exécution des prestations.

Les frais de manutention et de transport qui naissent d'un ajournement ou du rejet d'une prestation seront à la charge du titulaire.

### ***5.2.      Modalités de variation des prix***

Les prix du marché sont révisables.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres, en l'occurrence mai 2025 (dit « mois 0 »).

Les prix du marché sont révisés à chaque date anniversaire du marché correspondant à la date de notification du présent marché.

$$P_n = P_0 \times (I_n/I_0)$$

où  $P_n$  est le prix révisé,

$P_0$  est le prix initial (établi aux conditions économiques du « mois 0 »),

$I_n$  est l'indice lors de la révision (dernier indice connu à la date de révision),

$I_0$  est l'indice du « mois 0 ».

Choix de l'indice de référence :

L'indice retenu pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût de la prestation est l'indice Syntec

Cet indice est publié sur le site : [www.syntec.fr](http://www.syntec.fr).



Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, son nouveau barème dans un délai minimum d'un mois avant la date prévue pour anniversaire du début du marché (date de notification du marché).

Clause de sauvegarde : si la révision aboutit à une majoration de plus de 3% des prix du marché, le Cnam peut résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

## **Article 6.    Modalités d'exécution du marché**

### ***6.1.    Généralités***

Le titulaire s'engage à désigner une personne chargée de suivre le marché (interlocuteur unique). En cas d'empêchement ou de remplacement du responsable en cours de marché, le titulaire en avisera sans délai le Cnam et lui indiquera ses coordonnées.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Il doit fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation en garantissant la composition et le niveau de compétences des intervenants chargés des différentes actions de la prestation. Il doit veiller au bon avancement des prestations. Il doit alerter le Cnam de tout risque qui peut conduire soit à un retard dans le déroulement de la prestation, soit à une dégradation de la qualité de la prestation.

### ***6.2.    Suivi du marché***

Les parties se concerteront autant que de besoin pour assurer la conformité de la prestation avec les prescriptions techniques.

### ***6.3.    Exécution financière***

Pour le versement d'une avance, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS est retenue.

Une avance de 60 % est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L.2191-2 à L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP. L'avance devra être remboursée, au plus tard, lors de l'établissement du décompte final.

Le versement de cette avance est possible à la condition impérative pour le titulaire de constituer une garantie financière. Le titulaire doit fournir, soit une garantie à première demande, soit une caution personnelle et solidaire d'un établissement habilité, portant sur la totalité du montant de l'avance.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans les conditions prévues aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

## **Article 7.    Règlement des comptes**

### ***7.1.    Répartition des paiements***

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants.



## **7.2. Généralités**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un (1) original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Chaque facture précise, outre les mentions légales :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le cas échéant, la date et le numéro du devis ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le récapitulatif détaillé de la prestation ;
- la date d'exécution des prestations, la date, le lieu et les modalités de livraison ;
- la période facturée ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- la date de facturation ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- tout rabais, remises, ristournes/escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- les coordonnées bancaires du titulaire.

Les factures envoyées par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CNAM en tant que destinataire de la facture : 197 534 712 00017 ;
- Le numéro d'engagement / centre financier indiqué sur le bon de commande ;
- Le centre financier qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure, que vous trouverez sur le bon de commande.
- ;

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

## **7.3. Délai global de paiement**

Le règlement de la facture intervient par virement, après service fait.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date d'admission des prestations ;
- Date de réception des factures correctement établies.

Le délai de paiement prend fin lors de la mise en paiement par le comptable, il ne comprend pas les délais bancaires.



En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

#### **7.4. *Paiement des cotraitants***

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **7.5. *Paiement des sous-traitants***

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet au Cnam, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation.

Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites dans le présent CCAP.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision ou d'actualisation de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

### **Article 8. Conditions d'exécution des prestations**

#### **8.1. *Qualification du personnel***

Le titulaire fournit au Cnam la liste nominative du personnel participant à l'exécution de la prestation, en y précisant les titres et qualifications de chacun. Le Cnam refusera les agents n'apparaissant pas sur la liste.

#### **8.2. *Conditions d'exécution des prestations***

Le titulaire exécute la prestation selon les prescriptions du CCTP.

##### **8.2.1. Mesures d'ordre social**

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix unitaires de bordereau.

##### **8.2.2. Conditions particulières d'exécution**

###### **a) Fonctionnement des services :**

Le titulaire supporte, sans pouvoir demander aucune indemnité, les interruptions de travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou l'exploitation du site dans lequel s'effectue les prestations, et prend à sa charge toutes les mesures qui lui sont prescrites pour ne pas gêner les services.

###### **b) Confidentialité :**

Le titulaire est tenu, d'une façon générale, à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du Cnam.



Par ailleurs, le Cnam pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Il s'engage à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Le Cnam s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire que le Cnam recevrait de celui-ci.

### ***8.3.Droit de propriété industrielle et intellectuelle***

Les stipulations des articles 34 à 37 du CCAG-FCS sont applicables au présent marché.

## **Article 9. Pénalités**

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

### ***9.1. Généralités***

Les retards et manquements sont appréciés pour chaque prestation indépendamment des autres. Il ne peut être appliqué de pénalité si le retard est imputable au Cnam.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire. La TVA ne s'applique pas aux pénalités. Elles sont appliquées sans mise en demeure préalable et déduites de la ou des factures soumises aux paiements.

Si en dépit des pénalités appliquées par le Cnam le titulaire ne corrige pas ses prestations, le Cnam peut soit continuer à appliquer les pénalités contractuelles ci-dessous mentionnées, soit rompre le marché sans indemnités aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation au 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

### ***9.2. Vis-à-vis de la vie sociale de la société***

Du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas prévenu d'une modification de sa vie sociale, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par manquement.

En cas de récidive, cette pénalité est portée à 300 € HT par manquement.

### ***9.3. Non-respect du cahier des clauses techniques particulières***

Du simple fait de la constatation par le Cnam que les prestations n'ont pas été exécutées dans le respect des prescriptions techniques du marché (DPGF, CCTP), une pénalité de 90 € HT par manquement, et par jour ouvré est appliquée.

Après un délai de 5 jours ouvrés, cette pénalité est portée à 180 € HT par manquement et par jour ouvré.

### ***9.4. Non-respect des délais***

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 100 € HT par jour ouvré.

Chaque jour de retard entamé est dû.



## **9.5. Pénalité relative à la gestion administrative du marché**

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-1, L8221-3 et L8221-5 du code du travail des pénalités sont appliquées selon ces deux limites suivantes :

- Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
- Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Si en dépit des alertes du Cnam, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le Cnam peut soit appliquer les pénalités contractuelles ci-dessus mentionnées, soit rompre le marché, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **9.6. Non-respect des effectifs et profils contractuels**

Du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas respecté ses engagements contractuels en termes d'effectifs et de profils, une pénalité fixée à 90 € HT par manquement, non corrigé à la suite d'une demande de mise en conformité, et par jour ouvré est appliquée.

Après un délai de 5 jours ouvrés, cette pénalité est portée à 180 € HT par manquement et par jour ouvré.

## **Article 10. Assurances**

### **10.1. Assurance de responsabilité civile et dommages aux tiers**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc, en particulier, contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## **Article 11. Clauses de financement et de garantie**

### **11.1. Cautionnement et retenue de garantie**

Sans objet.

### **11.2. Nantissement**

En vue d'un nantissement éventuel, un certificat de cessibilité conformément à l'article R2191-46 du CCP est délivré au titulaire sur sa demande.



## **Article 12. Sous-traitance**

Les conditions liées à la sous-traitance doivent être conformes aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du CCP.

La sous-traitance de la totalité des prestations, objets du marché, est proscrite.

Le contrat de sous-traitance est conclu entre le titulaire et son sous-traitant, le Cnam n'est pas partie au contrat.

## **Article 13. Résiliation du marché**

### ***13.1. Conditions de résiliation***

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et aux articles 5.2 et 9 du présent CCAP.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-4 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 à 8 du code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### ***13.2. Résiliation anticipée***

Le Cnam pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.

En particulier, le Cnam pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après deux mises en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Cnam devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, le Cnam fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.



### **13.3. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le titulaire doit avertir le Cnam de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 14. Règlement des litiges**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles L2197-1 à L.2197-7 et R2197-1 à R2197-25 du CCP). Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics

Direction des Affaires Juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau du conseil aux acheteurs  
Bâtiment Condorcet  
6 rue Louise WEISS  
Télé doc 353  
75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.03.20  
Télécopieur : 01.44.97.06.46  
Courriel : [ccnra@finances.gouv.fr](mailto:ccnra@finances.gouv.fr)

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec d'une procédure amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Paris qui est seul compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris,  
7, rue de Jouy  
75181 PARIS Cedex 04  
Téléphone : 01 44 49 44 00  
Télécopieur : 01 44 59 46 46  
Courriel : [greffe.ta@juradm.fr](mailto:greffe.ta@juradm.fr)  
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>



## **Article 15. Dérogations**

- L'article 2 déroge à l'article 4 du CCAG-FCS
- L'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.
- L'article 9.1 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS